

**« La spécificité de la relation de travail
subordonné
en Polynésie française
Analyse quantitative et qualitative de la
jurisprudence sociale »**

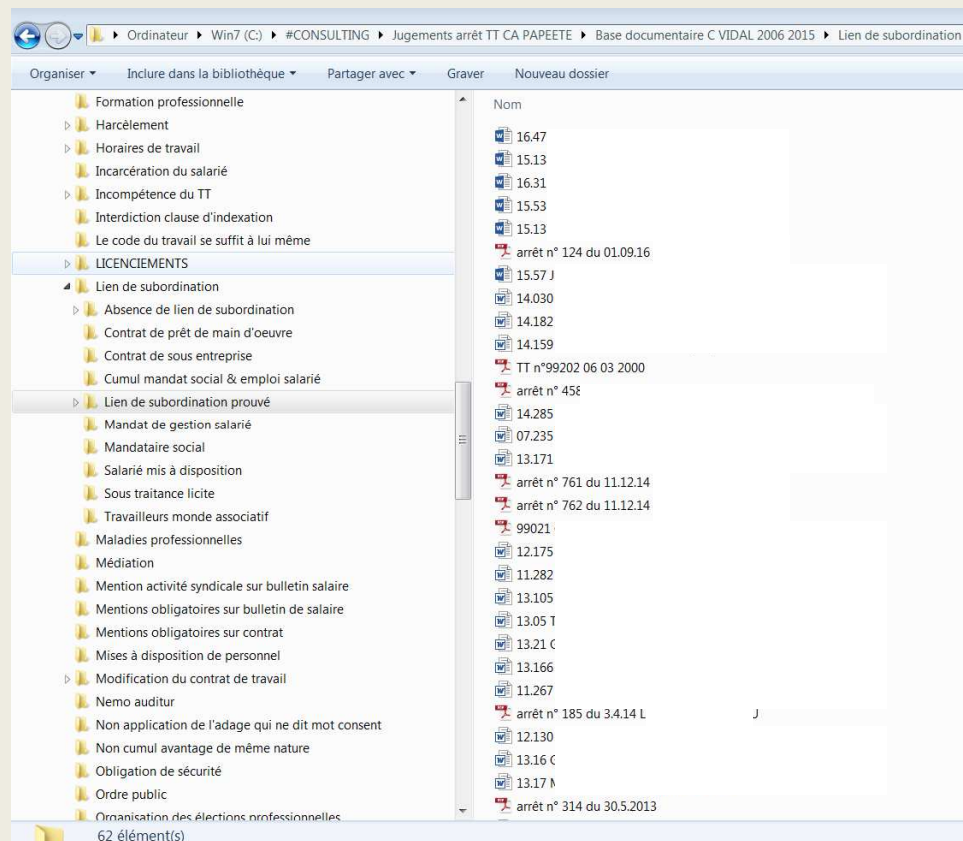
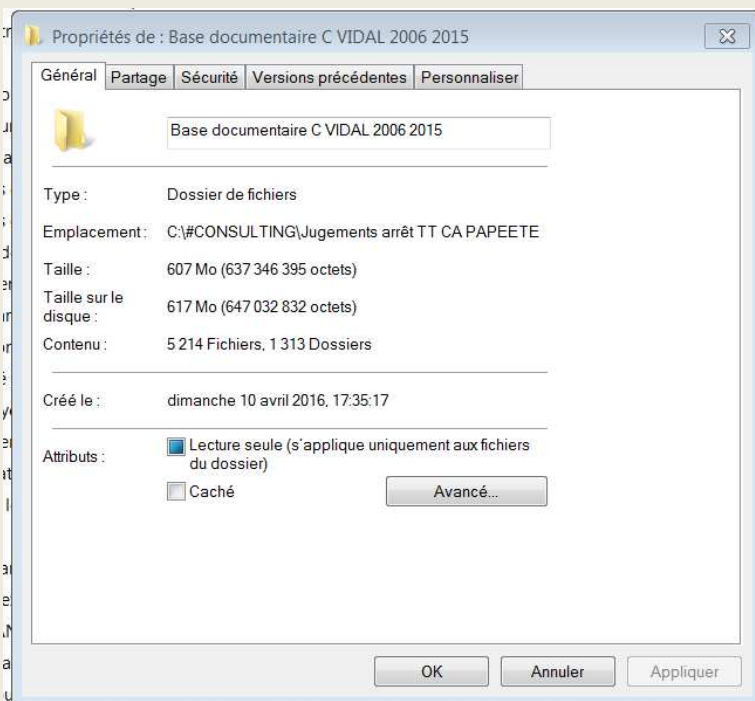
VIDAL Cédric

Thèse encadrée par Alain CHIREZ – Professeur émérite des Universités
et Philippe GUEZ – Professeur des Universités
Laboratoire GDI



Circonstances ayant amené aux travaux de recherche

2002 : Création d'une base documentaire



2011/2012 : VAP - Inscription en 1ere année de doctorat



Origine et originalité de la recherche

Pourquoi une thèse sur la spécificité de la relation de travail subordonné ?

Pour mieux comprendre les enjeux de la qualification du contrat de travail, opération cardinale du droit du travail et mécanique complexe, employant un faisceau de critères soumis à l'appréciation des juridictions sociales.



PLAN DE LA PRESENTATION

1^{ère} partie : **Contexte de l'étude et techniques mises en œuvre**

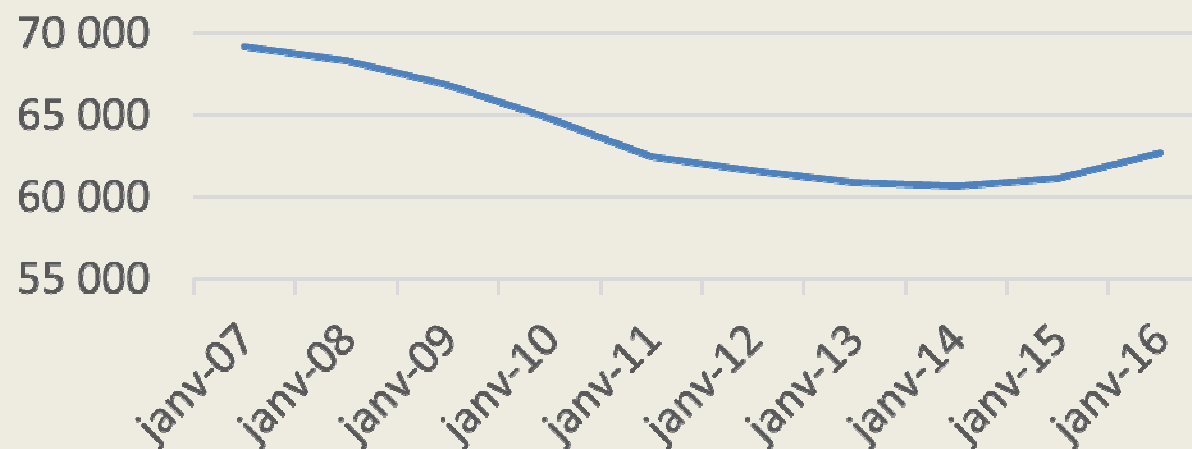
2^{ème} partie : **Conclusions et apports de la recherche**



1^{re} partie Contexte de l'étude et techniques mises en œuvre

Emploi salarié en Polynésie française

Source : www.ispf.pf



«Les termes de l'échange fondateur du statut salarial – subordination contre sécurité »¹ ne sont plus respectés, alors qu'ils constituaient le fondement principal de l'acceptation par le salarié du lien de subordination.

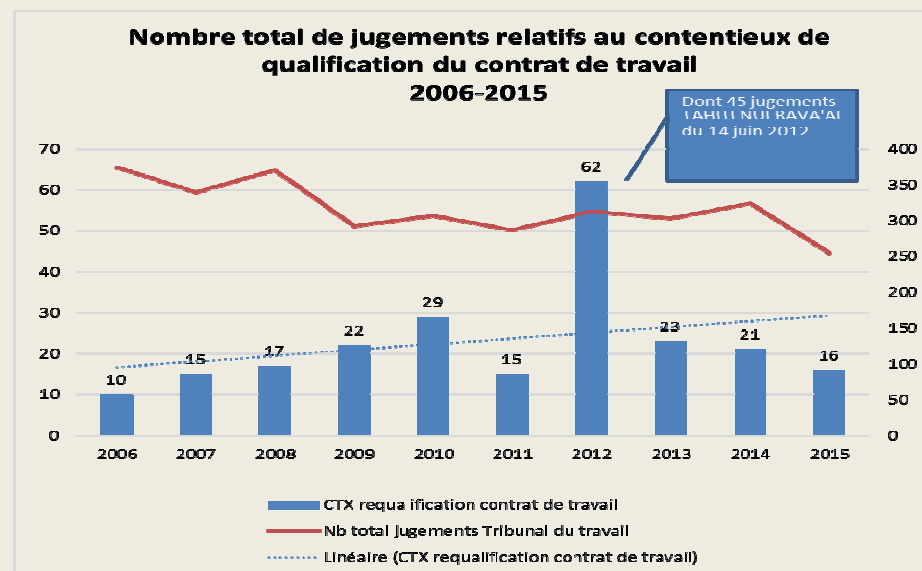
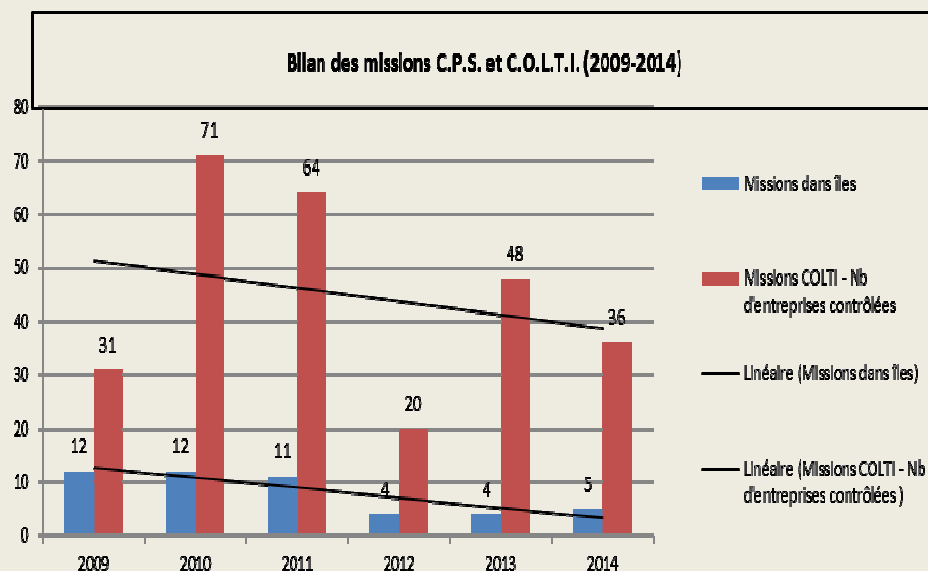
¹SUPIOT (A.). *Au-delà de l'emploi transformation du travail et devenir du droit du travail en Europe*. Paris : Flammarion, 1999. p. 54.



1^{re} partie Contexte de l'étude et techniques mises en œuvre

Plusieurs hypothèses :

- La résignation des personnes licenciées face à une crise économique sans précédent ;
- Une capacité d'adaptation poussant les individus à trouver d'autres solutions (activité non-déclarée, contrainte ou librement consentie).



1^{re} partie Contexte de l'étude et techniques mises en œuvre

Qu'est ce qu'un contrat de travail ?

« Convention par laquelle une **personne s'engage à mettre son activité** à la disposition d'une autre sous la **subordination** de laquelle elle se place, moyennant **rémunération** [...] le lien de subordination, élément essentiel du contrat de travail suppose l'exercice par l'employeur d'une autorité et d'un contrôle effectif, ainsi que l'imposition de contraintes dans les conditions matérielles d'exécution du travail (lieu, horaire, matériel).

Cass. soc., 25 juin 2014, n° 12-29635. <https://www.legifrance.gouv.fr>.



1^{re} partie Contexte de l'étude et techniques mises en œuvre

« L'existence d'une relation de travail ne dépend ni de la volonté exprimée par les parties, ni de la dénomination qu'elles ont donnée à leur convention, mais des conditions de fait dans lesquelles est exercée l'activité »

(Cass. soc., 19 décembre 2000, n° 98-40572. <https://www.legifrance.gouv.fr>. Formulation reprise par la Cour d'appel de Papeete, 3 septembre 2015, n° 458 RG 14/00007)

« Les juges sont tenus de donner aux faits leur exacte qualification »

(Cass. soc., 5 avril 1968, Bull. civ. III, n° 162)

La volonté des parties est «impuissante soustraire le salarié au statut social qui découlait nécessairement des conditions d'accomplissement de son travail »

(Cass. soc., ass. plén., 4 mars 1983, n° 81-11647 81-15290. <https://www.legifrance.gouv.fr>. Formulation reprise par Ca Papeete, 03 septembre 2015, n° 458 RG 14/00007)



1^{re} partie Contexte de l'étude et techniques mises en œuvre

Entre 2006 et 2015, nous avons répertorié **3 162** jugements rendus par le Tribunal du travail de Papeete répartis par année de la manière suivante :

Sur la même période la chambre sociale de la Cour d'appel de Papeete a rendu **716** arrêts comme suit :

Taux d'appel :
21,6 %

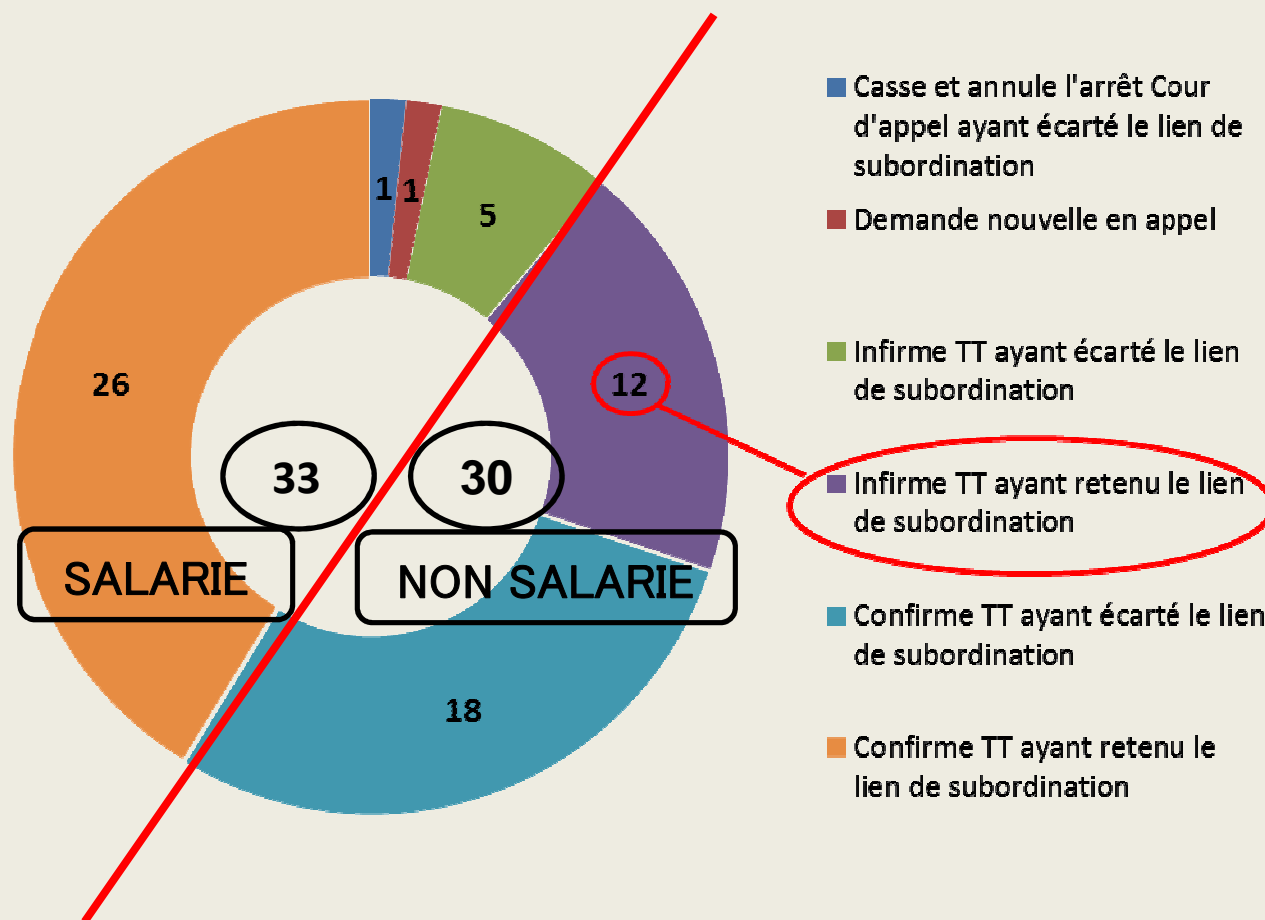
167	Jugements Tribunal du travail de Papeete
60	Arrêts Cour d'appel de Papeete
3	Arrêts Cour de cassation
230	Total décisions analysées relatives à la qualification de la relation de travail

Taux d'appel :
56,43 %



1^{re} partie Contexte de l'étude et techniques mises en œuvre

Arrêts de la Cour d'appel et de la Cour de cassation 2006 - 2015



1^{re} partie Contexte de l'étude et techniques mises en œuvre

Modalités de rémunération

Tt Papeete, 23 février 2012, n° 12/00042 RG 11/00089.

« D a travaillé pour le compte de son concubin, au sein de la roulotte qu'il exploitait, de juillet 2010 au 24 février 2011, en n'étant payée qu'à compter d'octobre 2010 ;

D effectuait 51 heures supplémentaires par mois, sans être rémunérée ; son concubin l'a licenciée verbalement le 24 février 2011 ».

Incidence du travail en famille sur le lien de subordination.

« Attendu qu'une relation de couple n'est pas exclusive d'un contrat de travail entre les deux concubins, pour autant que la réalité d'un lien de subordination soit établie ; Attendu qu'en l'espèce, il convient de retenir que :

- D a été déclarée par son concubin à la CPS en qualité de salariée pour les mois d'octobre à décembre 2010 ;
- un bulletin de paie a été établi en octobre 2010 pour un salaire mensuel brut de 145 306 FCP, sur la base de 169 heures, alors que l'intéressée n'a été déclarée que pour 80 heures et 68 784 FCP ; ce document écarte la possibilité d'une déclaration de complaisance pour garantir une couverture sociale, puisque le travail s'est avéré partiellement clandestin ;
- M produit une convocation à entretien préalable à licenciement pour faute grave et une lettre de licenciement pour faute lourde, visant notamment le non-respect vis à vis de la hiérarchie ; il s'inscrit ainsi clairement dans le comportement d'un employeur usant de son pouvoir disciplinaire ;
- l'activité de D s'exerçait à la roulotte de son concubin et aux horaires d'activité de ce commerce ;
- B atteste que D était « employée » de M, aux mêmes conditions de travail qu'elle ; Attendu que l'ensemble de ces éléments caractérisent la réalité d'un lien de subordination et consécutivement l'existence d'un contrat de travail ». Lien de subordination prouvé.

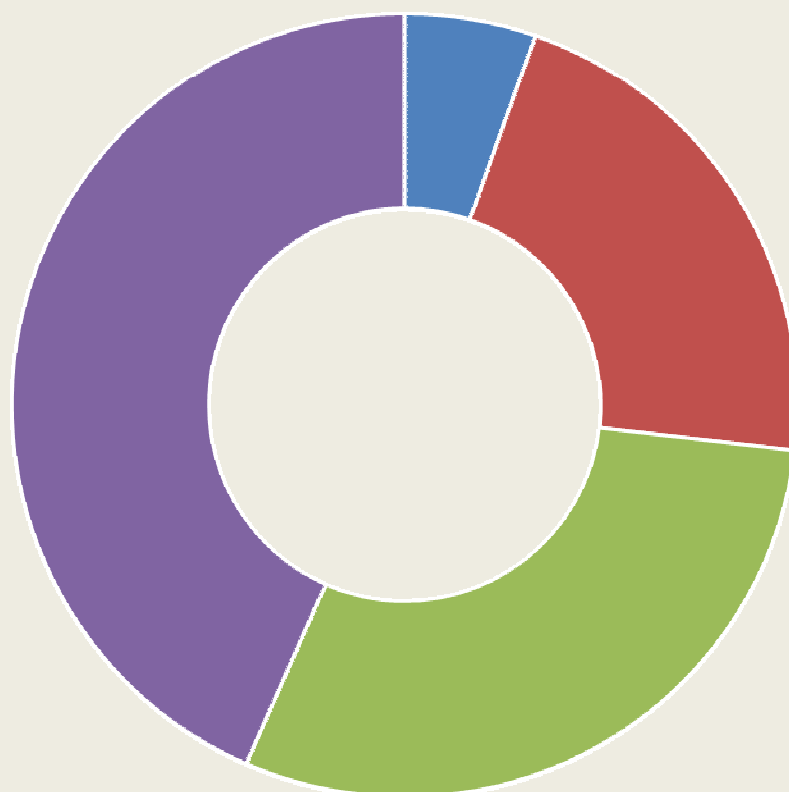
124
décisions
classées en
annexe

Conditions d'exercice de l'activité :
exercice du pouvoir disciplinaire



1^{re} partie Contexte de l'étude et techniques mises en œuvre

Récurrance des critères utilisés pour qualifier l'existence d'un contrat de travail 2006 - 2015



- Le lien de subordination à l'épreuve de la nature de l'activité exercée
- Rémunération et lien de subordination
- Le lien de subordination à l'épreuve de la relation contractuelle
- Le lien de subordination à l'épreuve des conditions d'exercice de l'activité



2ème Partie : Conclusions et apports de la recherche

Difficultés rencontrées dans l'administration de la preuve

En Polynésie, la tradition orale va engendrer certaines difficultés dans la recherche de la vérité.

La charge de la preuve incombe davantage au salarié en Polynésie française

La preuve des heures supplémentaires incombe au salarié.

En matière de harcèlement moral la preuve repose intégralement sur le demandeur.

Les solutions alternatives en réponse aux difficultés relatives à la charge de la preuve

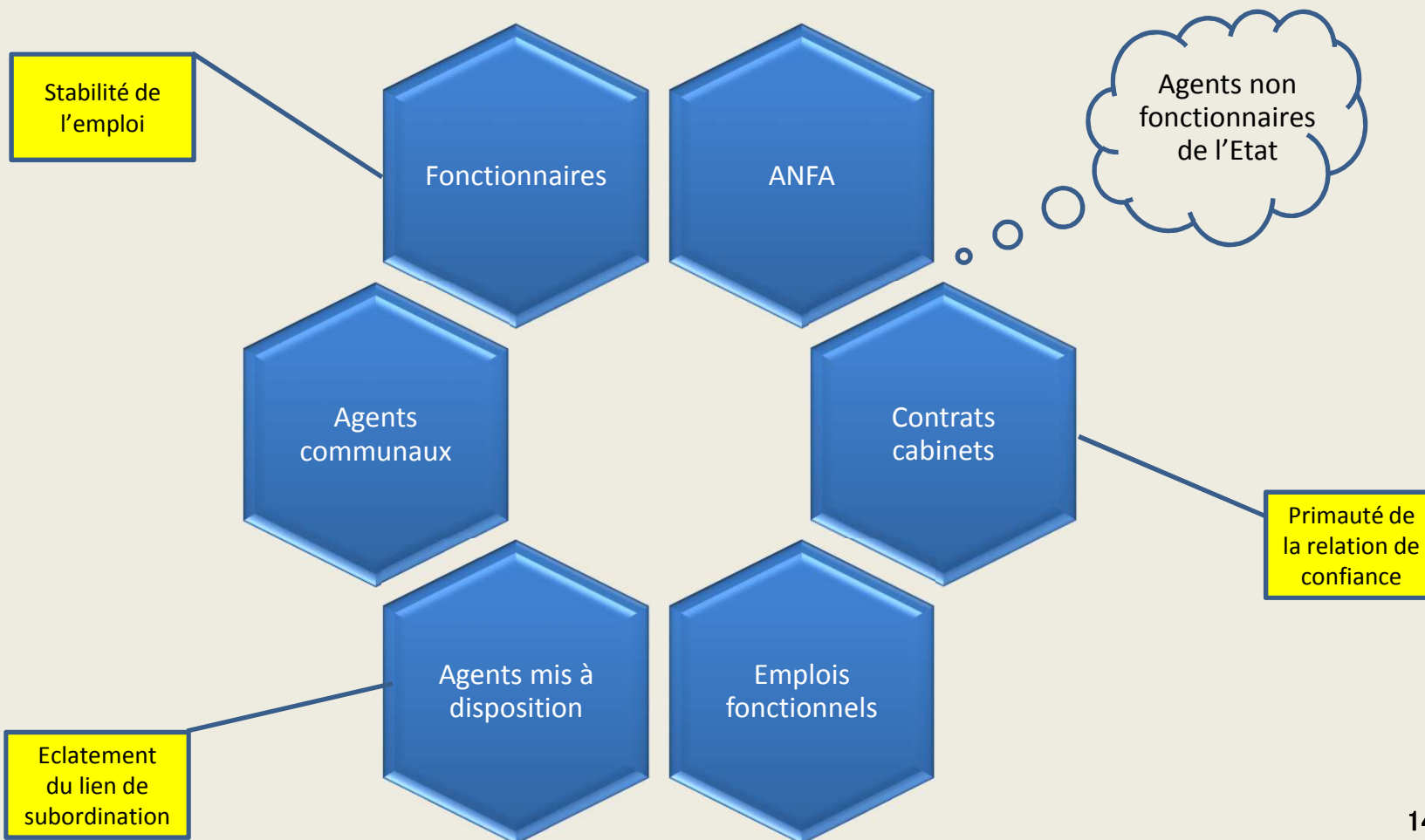
Recueil des témoignages en ligne.

Développement des modes alternatifs de résolution des conflits (médiation).



2ème Partie : Conclusions et apports de la recherche

Spécificités de la relation de travail subordonné des agents publics

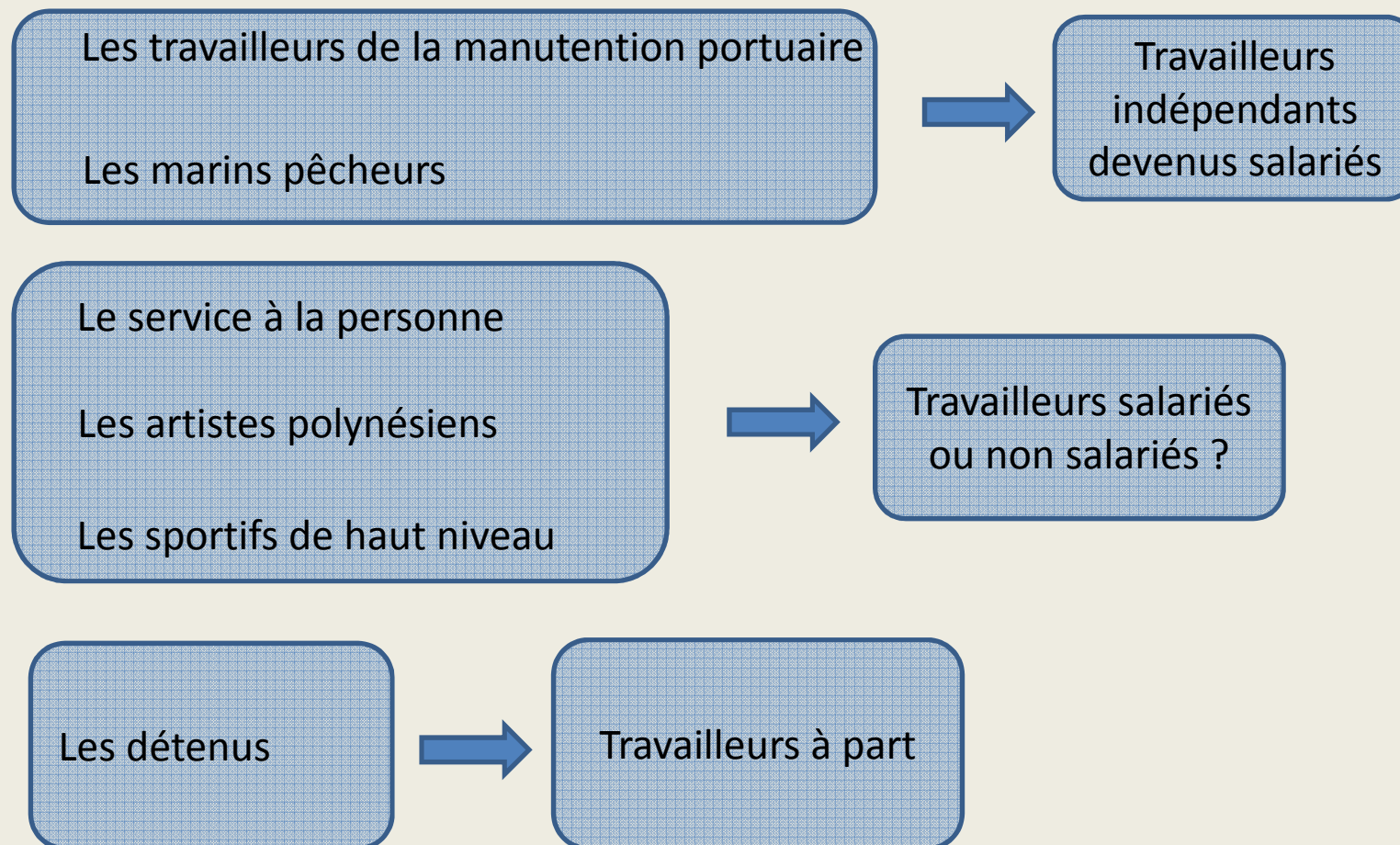


14



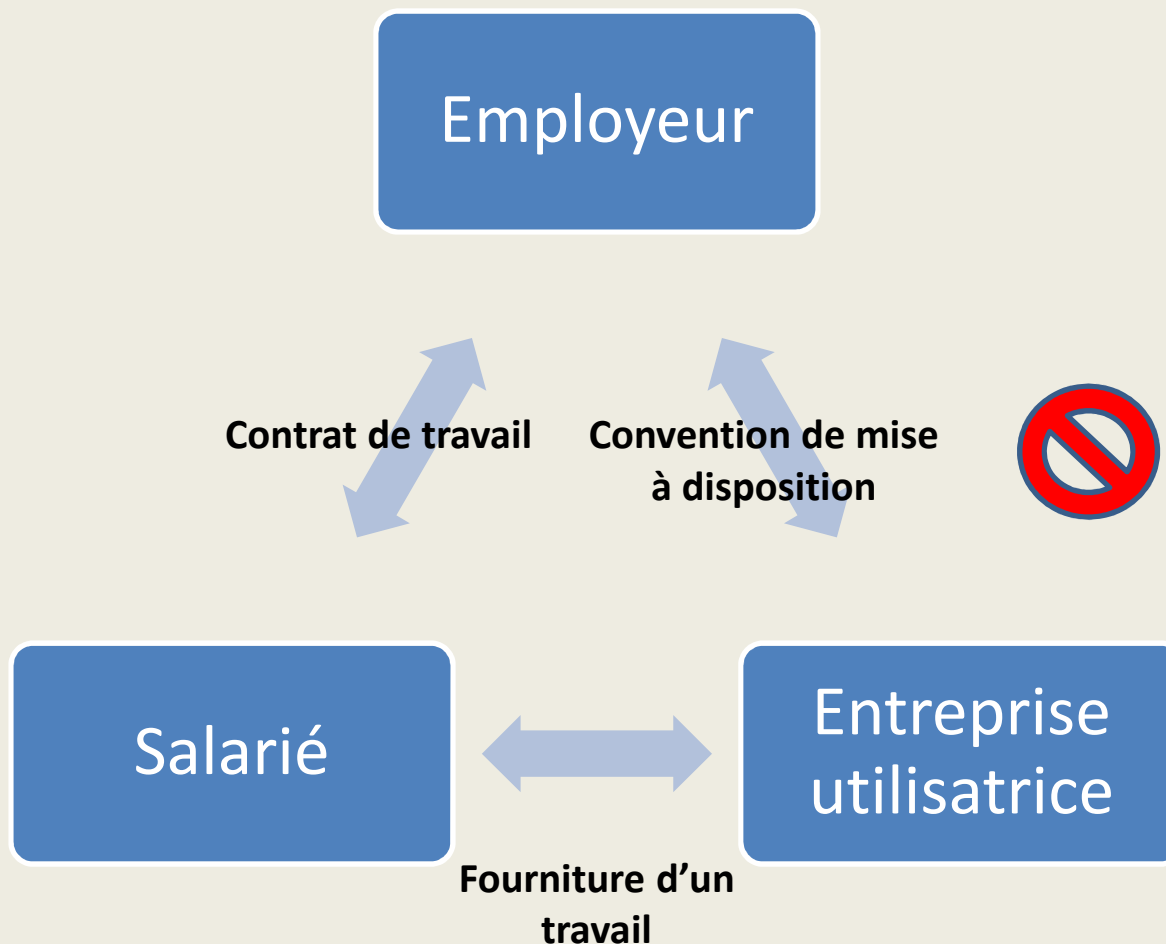
2ème Partie : Conclusions et apports de la recherche

Vers un développement des statuts « spécifiquement » polynésiens



2ème Partie : Conclusions et apports de la recherche

L'avenir des relations de travail triangulaires



Le délit de marchandage n'incluait pas « toute opération à but lucratif ayant pour objet exclusif le prêt de main-d'œuvre ».

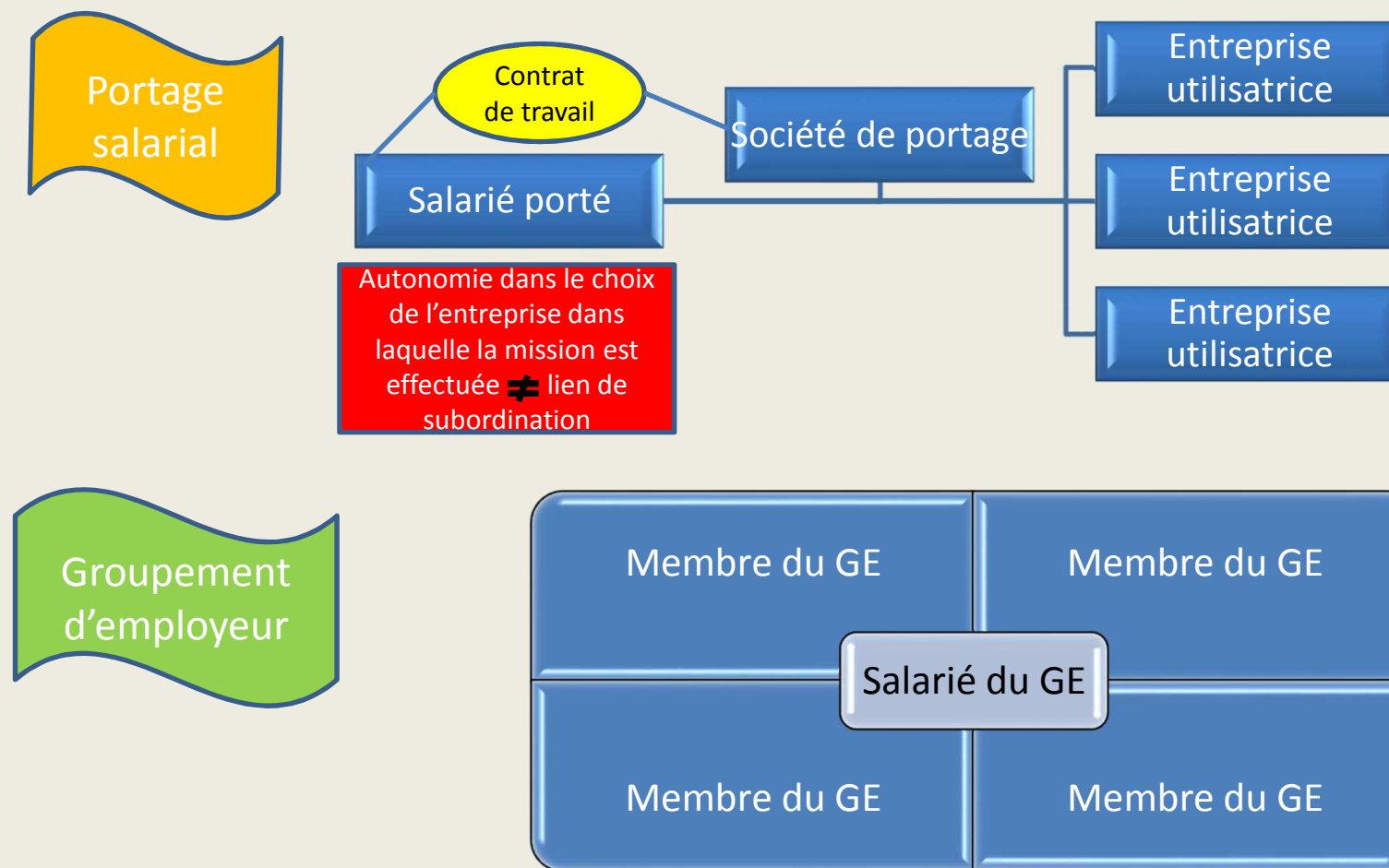
Le projet de loi du pays présenté aux partenaires sociaux le 31 janvier 2017 répare cette lacune et prévoit 2 délits distincts.

16



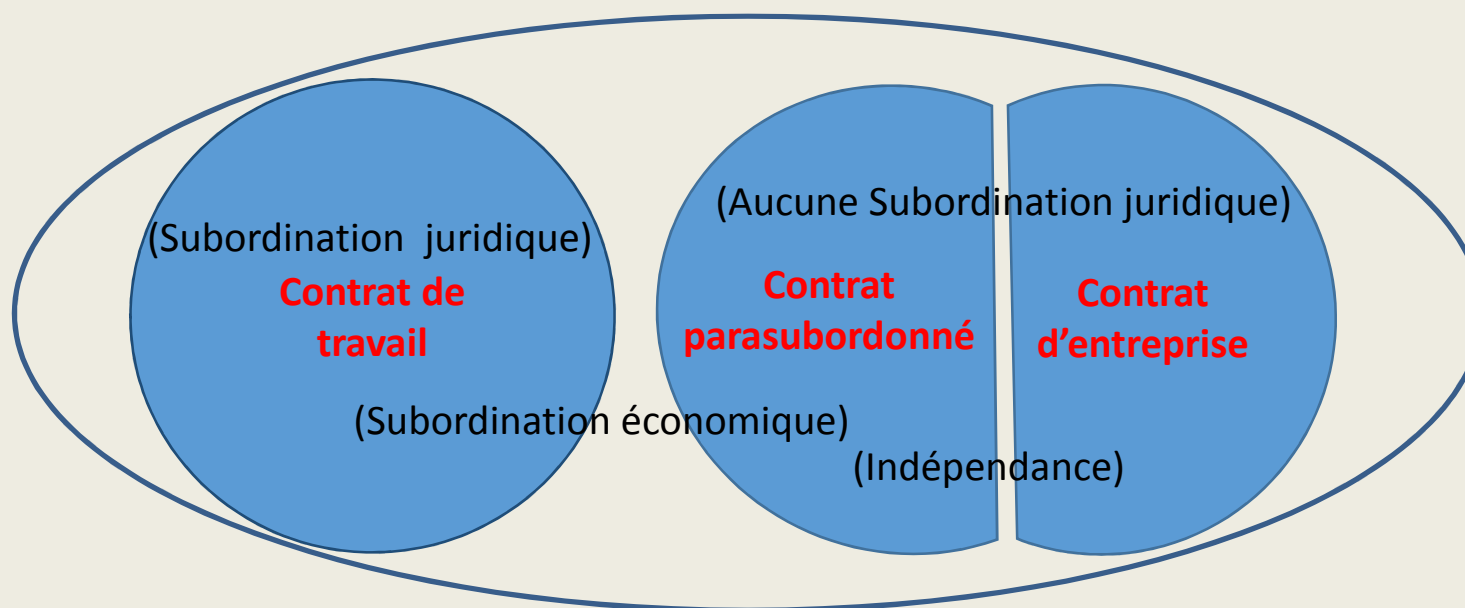
2ème Partie : Conclusions et apports de la recherche

L'avenir des relations de travail triangulaires



2ème Partie : Conclusions et apports de la recherche

Intégration du contrat de travail en tenant compte des spécificités (coopération, confiance) dans une convention d'activité plus large :



Régimes sociaux uniques :

Assurance maladie, retraite, formation professionnelle continue...

Développement du paiement des prestations via le téléphone portable (prélèvement à la source les cotisations sociales).

18



« La spécificité de la relation de travail subordonné en Polynésie française

Analyse quantitative et qualitative de la jurisprudence sociale en Polynésie
française »

La Polynésie française est compétente en matière
d'élaboration de droit du travail, rien de lui interdit non
seulement d'être, comme toujours, une fabrique de rêves mais
aussi un véritable laboratoire d'idées.



VIDAL Cédric, Doctorant en droit privé.

Intitulé de la thèse : « La spécificité de la relation de travail subordonné
en Polynésie française

Analyse quantitative et qualitative de la jurisprudence sociale en Polynésie
française »

REMERCIEMENTS :

Alain CHIREZ, Professeur émérite des Universités

Philippe GUEZ, Professeur des Universités

Gérard JOLY, Président du Tribunal du travail de Papeete

Christelle HENRY, Greffière auprès du Tribunal du travail de Papeete

Rémy BREFORT, Directeur du travail

Lovina JOUSSIN, Directrice-adjointe de la Direction du travail

Merci de votre attention

